



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU FINISTÈRE



DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES INSTALLATIONS CLASSEES

Affaire suivie par : Françoise GUEGUEN

Tél. : 02.98.76.28.89

Fax : 02.98.76.27.03

*LR avec AR*

QUIMPER, le 27 DEC. 2002

**Monsieur le président du SIRCOB**  
**21, route de Gourin**  
**B.P. 257**

**29837 CARHAIX PLOUGUER CEDEX**

Monsieur le président,

Par courrier du 23 décembre dernier, vous m'avez informé que vous n'aviez aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté complémentaire (article 18 du décret du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement) concernant la mise en conformité de l'usine d'incinération d'ordures ménagères située au lieu-dit "Kervoazou" à CARHAIX PLOUGUER avec l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, établi suite à l'avis favorable émis sur ce dossier par le conseil départemental d'hygiène le 12 décembre.

Je vous adresse donc sous ce pli deux ampliations de mon arrêté en date de ce jour et vous précise qu'un de ces documents devra être affiché en permanence à l'intérieur de l'établissement, de façon visible.

J'ajoute que, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, je fais procéder aux formalités de publication des dispositions essentielles de l'arrêté, notamment par voie de presse.

Le coût de cette insertion, qui est à votre charge, aux termes des prescriptions susvisées, vous sera facturé directement.

Par ailleurs, je vous invite à faire parvenir aux services de la sous-préfecture de CHATEAULIN pour la fin du mois de février 2003, en 23 exemplaires, le rapport d'activité de l'installation au titre de l'année 2002 en vue de sa présentation aux membres de la commission locale d'information et de surveillance dont la prochaine réunion est envisagée en mars ou avril 2003.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes sentiments distingués.

**Le préfet,**  
**Pour le préfet,**  
**Le secrétaire général,**

*h. j. u.*  
**Fabien SUDRY**

**Copie pour information :**

- M. le sous-préfet de CHATEAULIN

- M. l'inspecteur des installations classées - DRIRE



DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES INSTALLATIONS CLASSÉES

**ARRETE n° 267-02A du 27 décembre 2002**  
**complétant l'arrêté n° 163-02A du 12 septembre 2002**  
**autorisant le SIRCOB**  
**à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés**  
**au lieu-dit "Kervoazou" à CARHAIX PLOUGUER**

**Le Préfet du Finistère,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** la directive 2000/76/CE du parlement européen et du conseil du 4 décembre 2000 sur l'incinération des déchets ;
- VU** le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V ;
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement codifiée au titre Ier du livre V du code de l'environnement susvisé, notamment son article 18 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, notamment son article 34 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 163-02A du 12 septembre 2002 autorisant le SYNDICAT INTERCANTONAL DE REPURGATION DU CENTRE OUEST BRETAGNE (SIRCOB) à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés au lieu-dit "Kervoazou" dans la commune de CARHAIX PLOUGUER ;
- VU** le rapport et les propositions d'e l'inspecteur des installations classées (DRIRE) en date du 4 novembre 2002 ;
- VU** l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 12 décembre 2002 ;
- VU** la lettre du SIRCOB en date du 23 décembre 2002 par laquelle elle précise qu'elle n'a aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté, établi à l'issue de la consultation susvisée, qui lui a été adressé le 17 décembre 2002 ;

**CONSIDERANT** les nouvelles prescriptions techniques relatives notamment aux valeurs limites des rejets atmosphériques et d'effluents aqueux ;

**CONSIDERANT** que les nouvelles prescriptions techniques seront applicables aux installations existantes susceptibles d'être exploitées après le 28 décembre 2005 ;

**CONSIDERANT** que ces prescriptions techniques sont, sans préjudice des dispositions transitoires, applicables à compter du 28 décembre 2005 aux installations existantes ;

**CONSIDERANT** que, conformément à l'article 34 de l'arrêté du 20 septembre 2002, l'exploitant doit réaliser une étude en vue de la mise en conformité de ses installations ;

**CONSIDERANT** que cette demande doit être formalisée dans les formes prévues à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 ;

**CONSIDERANT** que les modifications ont pour objet la réduction des rejets, l'amélioration de la protection de l'environnement et de la santé publique, et qu'en conséquence, la mise en œuvre d'une enquête publique n'est pas nécessaire ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

Le SYNDICAT INTERCANTONAL DE REPURGATION DU CENTRE OUEST BRETAGNE (SIRCOB) est tenu de réaliser une étude de mise en conformité avec l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 de l'unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés située au lieu-dit "Kervoazou" dans la commune de CARHAIX PLOUGUER.

Cette étude doit porter notamment sur :

- la mise à jour des informations précisées aux articles 2 et 3 du décret n° 77-133 du 21 septembre 1977 ;
- les mesures technico-économiques nécessaires au respect des obligations de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération (joint en annexe) à l'échéance du 28 décembre 2005 ;
- le calendrier de réalisation des travaux.

Cette étude devra être remise au préfet du Finistère avant le 28 juin 2003.

### **ARTICLE 2**

Dans le cadre de la surveillance des rejets dans l'air, les mesures à l'émission des dioxines et furannes doivent être réalisées par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 3 – VOIES DE RECOURS**

Les prescriptions du présent arrêté peuvent faire l'objet :

- de la part du titulaire de l'autorisation, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ;
- de la part des tiers, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES dans un délai de quatre ans à compter de la date de publication dudit arrêté.



**ARTICLE 4**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le maire de CARHAIX PLOUGUER et l'inspecteur des installations classées (DRIRE), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles.

**QUIMPER, le 27 décembre 2002**

**Le préfet,  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général,**

**Fabien SUDRY**

**DESTINATAIRES :**

- M. le préfet des COTES d'ARMOR
- M. le préfet du MORBIHAN
- M. le sous-préfet de CHATEAULIN
- MME et MM. les maires de TREFFRIN (22), CARHAIX PLOUGUER, PLOUNEVEZEL, LE MOUSTOIR (22), TREBRIVAN (22)
- M. l'inspecteur des installations classées - DRIRE QUIMPER
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - EI2S
- Mme la directrice régionale de l'environnement
- Mme la directrice départementale de l'équipement - CQELF
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
- M. le directeur départemental des affaires maritimes
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours
- M. le président du SIRCOB

**Pour ampliation,  
P/Le chef de bureau,**

  
**Françoise GUEGUEN**